

Foule imbécile

M. E. Judet, rédacteur en chef du *Petit Journal*, qui avait diffamé le père de M. Emile Zola, vient d'être, sur la plainte de celui-ci, condamné à 2,000 francs d'amende. De plus, ses deux assistants devront payer chacun 500 francs. Tous trois devront aussi payer à M. E. Zola 5,000 francs de dommages intérêts.

A leur sortie de la cour, les rédacteurs du *Petit Journal* ont été... sifflés? non acclamés. Et un homme ayant crié: " Vive Zola!" a failli être assommé!

Dernière Correspondance

ENTRE LE

Cardinal Barnabo et M. Dessaullès

Ils sont clairsemés aujourd'hui ceux qui pourraient nous raconter l'histoire exacte de cette grande querelle entre les libéraux de Montréal et Mgr. Bourget qui s'est terminée par la condamnation de l'Institut Canadien. De fait, la nouvelle génération n'en connaît que le misérable dénouement, qui lui apparaît comme un coup d'éclat mais non comme un coup d'arbitraire, ce qu'il a été réellement. C'est pour tirer de l'oubli l'histoire de cette époque troublée que nous publions aujourd'hui la correspondance échangée entre l'honorable M. Dessaullès, membre de l'Institut et le cardinal Barnabo, préfet de la Propagande alors. Cette correspondance sera mise en brochure.

Dans le mois d'octobre 1870, l'hon. M. Dessaullès recevait de MM. les Administrateurs du diocèse de Québec une lettre dans laquelle on lui faisait part de certaines communications que Son Éminence le Cardinal Barnabo, préfet de la Propagande, leur avait donné instruction de lui transmettre. Diverses circonstances, et surtout la multiplicité de ses occupations, avaient empêché M. Dessaullès de répondre à ces communications qui lui avaient été faites de la part du cardinal; et il s'était contenté d'en accuser réception à messieurs les Administrateurs, leur demandant néanmoins une traduction de la lettre du cardinal, ce qui lui fut refusé.

M. Dessaullès ayant répondu le 10 mars au cardinal Barnabo, offrit à l'Institut-Canadien de lui faire part de la lettre du cardinal et de sa réponse à cette lettre. Cette communication fut fixée pour la séance du 13 avril.

Quand les affaires de routine eurent été expédiées, M. le président informa l'assemblée que M. Dessaullès était prêt à lui faire la communication des documents promis, et M. Dessaullès la fit précéder des remarques suivantes qui furent souvent interrompues par de vifs applaudissements.

DISCOURS DE M. DESSAULLES.

Avant de vous donner communication, Messieurs, de la lettre du cardinal Barnabo et de ma réponse, je crois qu'il n'est pas inutile de vous rappeler succinctement les différentes phases de notre lutte avec l'autorité diocésaine, lutte qui n'a jamais eu d'autre objet de notre part que de défendre le champ de l'étude, le domaine de la pensée, contre des empiètements que l'on n'ose plus se permettre dans les pays qui sont à la tête de la civilisation, mais que l'on cherche encore à faire accepter dans ce pays comme chose légitime et salutaire.

Vous savez tous que la difficulté remonte à 1858. Une scission eut alors lieu dans l'Institut. Cette scission fut provoquée par quelques personnes dont je n'entends pas contester la rectitude d'intention, mais qui ne voyaient pas la main qui se cachait habilement pour faire mouvoir certains ressorts.

La question portait alors, comme elle porte encore aujourd'hui, sur les livres de la bibliothèque. L'autorité ecclésiastique locale voulait une bibliothèque expurgée suivant ses goûts, c'est-à-dire composée de manière à imprégner exclusivement l'esprit des jeunes gens des principes ultramontains les plus excessifs, principes qui, dans le passé comme aujourd'hui, signifient domination absolue de l'Église sur l'État; domination du prêtre, de droit divin, dans toute espèce d'étude, et même surveillance habituelle des détails les plus indifférents de la vie de famille, (pourvu qu'on le laisse faire bien entendu.) Cela s'est fait à Rome de tout temps et l'on voudrait naturellement introduire ici ce commode système qui met si facilement *en coupe réglée* en quelque sorte, toute les fortunes privées d'un pays. On a si bien modifié l'esprit humain dans l'ancien état romain que certains hommes trouveraient très commode d'en faire autant ici.

Une bibliothèque expurgée comme le voudrait l'autorité ecclésiastique locale ne mériterait plus d'être appelée un répertoire général des connaissances humaines, car les retranchements que l'on en ferait seraient tels que les livres les plus essentiels à l'étude du droit public, du droit civil, de la philosophie, de l'histoire ecclésiastique ou profane, de la littérature de l'économie politique et des sciences positives comme la médecine, la géologie, la chimie organique, seraient impitoyablement bannis.

Nous aurions la belle science des collèges, dans lesquels nous voyons tous les jours des hommes d'une instruction considérable rester toujours étrangers aux besoins de leur époque, toujours hostiles au libre développement de

l'esprit humain, toujours empêtrés dans l'idée absolutiste, et n'ayant aucunes notions exactes et pratiques sur la vie sociale et les institutions politiques des pays où ils vivent.

Je connais des professeurs de collège qui sont de véritables puits de savoir et qui ont fait des lectures inamenses, mais aussi qui n'ayant envisagé les questions sociales et l'histoire en général que du point de vue borné du champ d'étude qui leur était permis, n'ont jamais pu généraliser les questions, comprendre les grands faits de l'histoire, se rendre compte de l'effet de telle institution plutôt que de telle autre sur les mœurs politique d'un peuple, ni apprécier sainement les événements les plus ordinaires. Leur éducation, faussée par le besoin de plier tous les faits de l'histoire aux besoins d'un système, par la nécessité, dans un certain ordre d'idées, de toujours faire envisager les plus grandes fautes du clergé sous un jour favorable, les rend, de tous les hommes, les moins capables de saisir le côté pratique des choses. Ils veulent plier la nature humaine elle-même aux besoins d'un système qui met tout, dans le monde, les gouvernements et les peuples, les institutions et les lois, la société comme les individus, dans la main du pape, et conséquemment du prêtre, et ils expriment naïvement leurs idées et leurs désirs comme si leur acceptation pratique, dans les sociétés politiques était chose possible.

Le clergé n'aime que cette espèce d'éducation qui fait les automates, qui empêche les hommes de faire des études *sérieuses*; car je ne puis appeler *sérieuse* que l'étude d'un sujet sous tous les points de vue dont il est susceptible, une étude qui soit *bona fide* l'examen du *pour et du contre*. Toute étude faite d'un seul point de vue, soit clérical, soit libéral, est incomplète, et en est tout simplement *faussée*. Voilà pourquoi le savoir de collège, toujours le fruit du point de vue *exclusif*, est quelquefois exposé à de si graves mécomptes quand il se trouve en conflit avec le savoir plus complet des hommes qui ne sont pas fatalement mûrés dans l'*Index*.

Or, où le savoir s'acquiert-il! Dans les livres. Où trouve-t-on les livres? Dans les bibliothèques. Si une bibliothèque est composée, disons au seul point de vue de l'ultramontanisme, tout ce qui sort de ce cercle d'idées est condamné; donc l'étudiant qui prendra son savoir dans une pareille bibliothèque restera toujours, quoiqu'il fasse, un esprit incomplet, souvent forcé de préjugés qu'une étude plus généralisée aurait empêchés de se former chez lui.

L'ultramontanisme sait parfaitement ce qu'il fait en voulant former les bibliothèques de son seul point de vue; il sait que c'est un moyen infallible de monter les esprits comme il l'entend, et d'exercer indéfiniment ce despotisme moral, social et politique qui fait tout le fond du système, et qu'il a érigé en dogme partout où il l'a pu.

(A suivre)